



RCS : ROMANS

Code greffe : 2602

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ROMANS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2007 B 70100

Numéro SIREN : 494 715 014

Nom ou dénomination : A.G. IMMOBILIER GESTION

Ce dépôt a été enregistré le 05/11/2015 sous le numéro de dépôt A2015/006503

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
ROMANS SUR ISERE



649180

Dénomination : A.G. IMMOBILIER GESTION
Adresse : 21 avenue Paul Laurens 26110 Nyons -FRANCE-
n° de gestion : 2007B70100
n° d'identification : 494 715 014
n° de dépôt : A2015/006503
Date du dépôt : 05/11/2015

Pièce : Décision(s) de l'associé unique du 22/09/2015



649180

76508

76508

AG IMMOBILIER GESTION DÉPOSÉ AU GREFFE DU TRIBUNAL
Société à responsabilité limitée DE COMMERCE DE ROMANS LE
au capital de 5 000 euros
Siège social : 21, Avenue Paul Laurens
26110 NYONS
RCS ROMANS 494 715 014

05 NOV. 2015

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 22 SEPTEMBRE 2015**

L'an deux mille quinze,
Le vingt-deux septembre,
A quatorze heures,
Au siège social à NYONS,

Monsieur Philippe AUBRAT,

demeurant Route de Vaison la Romaine 26110 PIEGON,

Propriétaire de la totalité des 500 parts sociales de 10 euros composant le capital social de la société
AG IMMOBILIER GESTION,

Associé unique et seul gérant de ladite Société,

Est également présent, **Monsieur Ali OULAD ABDELLAH SAÏD,**

A pris les décisions suivantes :

- Agrément d'un nouvel associé, cession de l'intégralité des parts sociales,
- Remplacement du gérant démissionnaire,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

(Cession de parts, agrément du nouvel associé, modification des statuts)

Suivant l'acte de cession du 22 septembre 2015, par lequel l'associé unique, Monsieur Philippe AUBRAT, cède l'intégralité des 500 parts sociales, lui appartenant dans la société, à la SARL A.D.N. IMMOBILIER ;

L'associé unique décide de remplacer l'article 8 des statuts par les dispositions suivantes :

 Ao

« ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social d'un montant de 5 000 €, divisé en 500 parts sociales entièrement libérées d'une valeur unitaire de 10 € chacune, numérotées de 1 à 500, est réparti comme suit :

- SARL A.D.N IMMOBILIER, cinq cent parts.....500 parts
Numérotées de 1 à 500

TOTAL.....500 parts »

DEUXIEME DECISION

(Remplacement du gérant démissionnaire, modification des statuts)

L'associé unique prend acte de la démission du gérant, Monsieur Philippe AUBRAT, à compter de ce jour, et décide de nommer en remplacement :

Monsieur Ali OULAD ABDELLAH SAÏD
Né le 1^{er} Août 1979 à OULAD M'SITA BENI AMMART (MAROC),
De nationalité Française
Demeurant, 50, Les Coustoyes 84600 VALREAS

Monsieur Ali OULAD ABDELLAH SAÏD est nommé pour une durée limitée, soit **jusqu'à la décision de l'associé unique, approuvant les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2015.**

La rémunération de Monsieur Ali OULAD ABDELLAH SAÏD sera fixée ultérieurement.

Monsieur Ali OULAD ABDELLAH SAÏD exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et statutaires.

Il déclare qu'il accepte les fonctions de gérant et qu'il n'est frappé par aucune mesure ou disposition susceptibles de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

L'associé unique en conséquence, décide de **modifier l'article 14 des statuts, relatif à la Gérance** comme suit :

- **supprimer le paragraphe suivant** : « Monsieur AUBRAT Philippe est nommé gérant par les présentes, sans limitation de durée, intervenant aux présentes et déclarant accepter sa mission » ;
- **remplacer le reste de l'article par la mention suivante** : « La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat ».

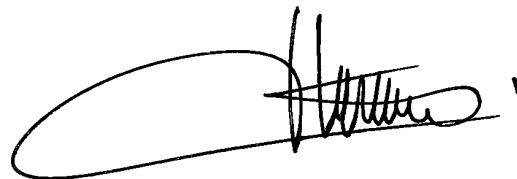
TROISIEME DECISION

(Pouvoirs)

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

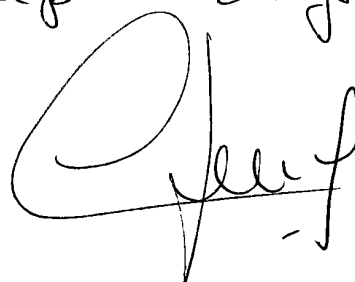


Monsieur Philippe AUBRAT



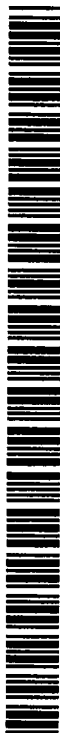
Monsieur Ali OULAD ABDELLAH SAÏDⁱ

Bon pour acceptation des fonctions
de gérant



ⁱ Faire précéder la signature de la mention « bon pour acceptation des fonctions de gérant »

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
ROMANS SUR ISERE



649181

Dénomination : A.G. IMMOBILIER GESTION
Adresse : 21 avenue Paul Laurens 26110 Nyons -FRANCE-
n° de gestion : 2007B70100
n° d'identification : 494 715 014
n° de dépôt : A2015/006503
Date du dépôt : 05/11/2015

Pièce : Statuts mis à jour du 22/09/2015



649181

AG IMMOBILIER GESTION
Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 euros
Siège social : 21, Avenue Paul Laurens
26110 NYONS
RCS ROMANS 494 715 014

STATUTS

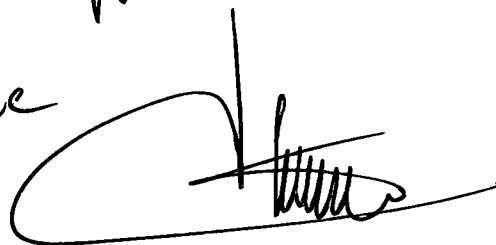
*Statuts modifiés par décision de l'associé unique du 22 septembre 2015
(Cession de parts, article 8 – Changement de gérant, article 14)*

Certifié Conforme à l'original.



Certifié conforme

**Certifié Conforme
à l'original**



- Monsieur **AUBRAT Philippe**, né le 29 avril 1955 à CROSNE (91), de nationalité française, gérant de société, marié sans contrat le 12 décembre 1998 à madame DUCHE Geneviève née le 13 octobre 1945 à LYON 4° (69) de nationalité française, demeurant ensemble à Barras, route de Vaison – 26110 PIEGON ;

- Monsieur **GOURDOL Hervé**, né le 10 mai 1968 à VALENCE (26), de nationalité française, gérant de société, marié sans contrat le 22 août 1992 à VALENCE (26) à madame BERGERON Catherine, née le 24 mai 1967 à VALENCE (26) de nationalité française, demeurant ensemble à 6, impasse du Moulin – 26110 NYONS ;

ont constitué la présente société aux conditions suivantes :

CHAPITRE I

Forme - Objet - Dénomination sociale - Siège social - Exercice social - Durée

Article 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée, qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 repris aux articles L.210-1 et suivants et L.223-1 et suivants du code de commerce et le décret n° 67-236 du 23 mars 1967, modifiés, et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- L'activité d'agence immobilière, de transactions sur immeubles et fonds de commerce ; l'achat et vente de tous terrains et immeubles et parties d'immeubles, la gestion, la location et le syndic de copropriété.
- Et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE - SIGLE

La société a pour dénomination sociale :

A.G. IMMOBILIER GESTION

Tous les actes et les documents émanant de la société et destinés aux tiers indiqueront la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou les initiales SARL et de l'énonciation du capital social.

La société prend pour enseigne commerciale : **A.G.I.G.**

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est fixé à :

21, avenue Paul LAURENS – 26110 NYONS

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville ou des départements limitrophes par simple décision de la gérance, et en tout autre endroit par décision extraordinaire :

- de l'assemblée des associés, en cas de pluralité d'associés
- de l'associé unique.

Article 5 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social à une durée déterminée de une année commençant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre. Par exception, le premier exercice débutera à la date d'immatriculation de la société pour se terminer le 31 décembre 2007.

Article 6 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

CHAPITRE II

Apports - Capital social

Article 7 – APPORTS

Lors de la constitution de la société, il a été fait apport en numéraire à la société de la somme de 5.000 Euro, comme en atteste le certificat du dépositaire, la banque sise à NYONS – 26110- dont copie est jointe aux présentes.

Les apports ont été suivants :

- monsieur Philippe AUBRAT	2.510 €
- monsieur Hervé GOURDOL	2.490 €
soit un total de	5.000 €

Article 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social d'un montant de 5 000 €, divisé en 500 parts sociales entièrement libérées d'une valeur unitaire de 10 € chacune, numérotées de 1 à 500, est réparti comme suit :

- SARL A.D.N IMMOBILIER, cinq cent parts.....	500 parts
Numérotées de 1 à 500	

TOTAL.....	500 parts

Article 9 - INTERVENTION DU CONJOINT COMMUN EN BIENS

Est ici intervenue M^{me} DUCHE Geneviève, épouse de Mr. AUBRAT Philippe, qui reconnaît avoir été avertie de l'apport fait par son conjoint, dans les termes de l'article 1832-2 du Code civil, et déclare ne pas vouloir être personnellement associée.

Est ici intervenue M^{me} BERGERON Catherine, épouse de Mr. GOURDOL Hervé, qui reconnaît avoir été avertie de l'apport fait par son conjoint, dans les termes de l'article 1832-2 du Code civil, et déclare ne pas vouloir être personnellement associée.

CHAPITRE III

Parts sociales - Cession de parts

Article 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations et confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions adoptées dans le cadre de ladite société.

Article 11 - CESSIONS DE PARTS

1. Forme.

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la société qu'après accomplissement des formalités de l'article 1690 du Code civil ou de celles admises en remplacement. Elle n'est opposable aux tiers qu'après dépôt au registre du commerce et des sociétés

2. Cessions entre associés.

Les parts ne peuvent être cédées entre associés qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. La procédure prévue à l'article L. 223-14 du Code de commerce s'applique, toutefois les délais de trois mois prévus audit article sont réduits à un mois.

3. Cessions aux conjoints, ascendants ou descendants.

Les parts ne peuvent être cédées au profit d'un conjoint, un ascendant ou un descendant qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. La procédure prévue à l'article L. 223-14 du Code de commerce s'applique, toutefois les délais de trois mois prévus audit article sont réduits à un mois.

4. Cessions à des tiers.

Les parts ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Toutefois, les associés disposeront chacun d'un droit de préemption qu'ils exerceront dans le délai du mois suivant la réception du projet de cession comme il est indiqué à l'alinéa suivant. L'associé désireux de préempter devra dans ce délai notifier au cédant sa décision par lettre recommandée avec avis de réception et en adressera copie à la société sous les mêmes modalités.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée AR ou par acte extrajudiciaire. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, par lettre recommandée AR, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, sauf si le cédant renonce à la cession. Les frais d'expertise sont à la charge de la société. À la demande du gérant, ce délai peut être prolongé par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, sur justification, être accordé à la société par décision de justice. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Article 12 - DECES D'UN ASSOCIE

En cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé, sous condition de leur éventuel agrément tel que prévu à l'article 11 des présents statuts.

Article 13 - REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

CHAPITRE IV

Gestion et contrôle de la société

Article 14 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Article 15 - POUVOIRS ET RESPONSABILITE DE LA GERANCE

Dans ses rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Ses pouvoirs peuvent être limités dans l'acte de nomination.

Dans ses rapports avec les tiers de bonne foi, la société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social.

Le gérant ne pourra se porter, au nom de la société, caution solidaire ou aval au profit d'un tiers, sans l'agrément préalable des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le gérant peut, sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le gérant est responsable individuellement ou solidairement envers la société ou envers le tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Article 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dès que la société atteint deux des trois seuils définis par l'article 12 du décret n° 67-236 modifié du 23 mars 1967, les associés statuant à la majorité requise pour les décisions collectives ordinaires doivent désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices.

CHAPITRE V

Conventions entre un gérant ou un associé et la société

Article 17 - CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un de ses gérants ou associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés conformément à l'article L.223-19 et suivants du code de commerce.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la Société à Responsabilité Limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 18 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1^{er} du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 19 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la gérance en conformité avec les dispositions de l'article 17. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

CHAPITRE VI

Décisions collectives

Article 20 - DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance, du

Commissaire aux comptes ou d'un mandataire de justice sur demande d'un ou plusieurs associés, en cas de carence de la gérance, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit en Assemblée, au choix de l'organe de la société ayant provoqué la décision.

En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la Loi.

Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions unilatérales, prises au lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

Article 21 - PARTICIPATION DES ASSOCIES AUX DECISIONS

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la société ne comprend que les deux époux. Dans ces deux derniers cas chaque associé peut se faire représenter par toute personne de son choix.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Article 22 - APPROBATION DES COMPTES

Chaque année il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires.

En cas d'associé unique, le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par le gérant. L'associé unique approuve les comptes dans le délai de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice.

Article 23 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.

Article 24 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions du ou des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Lorsque la société comprend plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'augmenter les engagements d'un associé,
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés,
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires,
- et, exceptionnellement, par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales pour les augmentations de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

Article 25 - CONSULTATIONS ECRITES

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultation écrite des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que, le cas échéant, celui du Commissaire aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 23 et 24 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

CHAPITRE VII

Affectation des résultats

Article 26 - AFFECTATION DES RESULTATS

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, une fois prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, l'Assemblée Générale détermine, sur proposition de la gérance, toutes les sommes qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves facultatifs ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

Le prélèvement de 5 % cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint le dixième du capital social.

L'Assemblée Générale peut décider en outre la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves ; en ce cas la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

CHAPITRE VIII

Transformation - Dissolution

Article 27 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

Article 28 - DISSOLUTION

A l'expiration de la société, sauf prorogation de celle-ci ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leur fonction conformément à la loi.

Article 29 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter ces associés afin de décider s'il y a lieu ou non à dissolution anticipée de la société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, avant la fin du second exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, être réduit d'un montant au moins égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Article 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations pouvant s'élever au cours de la vie de la société ou de sa liquidation entre les associés et la société, ou entre associés eux-mêmes concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'application des statuts seront de la compétence exclusive des tribunaux dans le ressort desquels est établi le siège social de la société.